

CANDIDATURE INSCRIPTION OU EXTENSION D'INSCRIPTION

PERSONNE MORALE

LISTE DES EXPERTS AGRÉÉS PAR LA COUR DE CASSATION

Chaque représentant de la personne morale doit transmettre le dossier de candidature réservé aux personnes physiques, accompagné des pièces suivantes (cocher les cases correspondant à votre envoi):

- lettre de motivation
- copie du livret de famille **pour les personnes nées à l'étranger**
- copie d'une pièce d'identité ou d'un titre de séjour en cours de validité
- copie d'une attestation d'inscription pour toute profession relevant d'un ordre professionnel
- copie des titres et diplômes
- justificatifs des formations suivies

Le dossier doit également comporter les pièces suivantes :

- les statuts de la personne morale
- un extrait K-Bis
- l'indication du nom de chacune des personnes détenant une fraction d'au moins 10% du capital social
- une fiche relative à l'activité exercée par la personne morale précisant :
 - 1/ la date de début d'activité et les raisons pour lesquelles elle sollicite son inscription dans la spécialité demandée
 - 2 / que cette activité n'est pas incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires
 - 3/ que la personne morale dispose des moyens techniques et du personnel qualifié appropriés

Le dossier complet (dossier de candidature et pièces) est à expédier ou à déposer, en un seul exemplaire, avant le 1^{er} mars 2017, le cachet de la Poste faisant foi, à l'adresse suivante :

Cour de cassation - Parquet général
Service des Experts
5, quai de l'Horloge - TSA n° 89202
75055 PARIS CEDEX 01

En cas de dépôt direct à la Cour de cassation, le dossier ne sera valablement enregistré qu'après rédaction d'une attestation délivrée par les services de l'accueil de la Cour de cassation, signée du déposant et de l'agent d'accueil, et classée au dossier de candidature.

Les personnes qui le souhaitent, peuvent transmettre un exemplaire de leur dossier, directement à la Compagnie des experts agréés par la Cour de cassation, qui pourra émettre un avis sur le mérite de leur candidature.

Fait à, le..... Signature :

DOSSIER DE CANDIDATURE

(Loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires
Décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires)

I.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOTRE IDENTITÉ

NOM :

(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse. Le cas échéant nom d'usage)

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse professionnelle *(qui figurera sur l'annuaire en cas d'inscription) :*

.....

.....

Téléphone professionnel :

Numéro de fax :

Adresse mail :

Adresse personnelle :

.....

.....

Téléphone personnel :

.....

.....

.....

.....

Profession *(Préciser le cas échéant le nom et l'adresse de l'employeur) :*

.....

Fonctions juridictionnelles exercées *(préciser lesquelles : conseil de prud'hommes, tribunal de commerce...)*

.....

.....

.....

.....

Expert inscrit sur la liste de la cour d'appel d..

Candidature aux fins de : *(cocher la case de votre choix)*

.....

INSCRIPTION

EXTENSION D'INSCRIPTION

.....

Rubriques sollicitées : *(préciser le numéro et le libellé exacts de la (ou des) rubrique(s) selon la nomenclature*

fixée par l'arrêté du 10 juin 2005 relatif à la nomenclature prévue à l'article 1er du décret du 23 décembre 2004

modifié par les arrêtés du 22 février 2006 et du 12 mai 2006)

.....

.....

.....

.....

II.
RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOTRE ACTIVITÉ D'EXPERT

Inscrit(e) actuellement sur la liste de la cour d'appel de.
Depuis.

Inscription précédente sur une autre liste de cour d'appel :
Si oui, préciser quelle cour d'appel et à quelle période :

Rubriques d'inscription sur la liste de la cour d'appel :
.....
.....

Exercez-vous une partie de votre activité pour le compte d'une ou plusieurs société(s) d'assurance ou mutuelle(s) ?

Si oui, répondez aux questions suivantes, le cas échéant sur un document que vous intercalerez :

* Dans quel domaine (appréciation de préjudices économiques, réparation de dommages corporels...) ?

* Etes-vous lié avec une société d'assurance ou une mutuelle par un contrat prévoyant votre intervention régulière comme expert à ses côtés ? Apportez toute précision utile :

* Quelle est la part (en pourcentage) de votre activité totale exercée pour le compte de ces sociétés sur les trois dernières années ?

* Précisez le nombre de missions que vous avez effectué au bénéfice de sociétés d'assurance ou mutuelles au cours des trois dernières années :

* Précisez le(s) nom(s) des sociétés d'assurance ou mutuelles pour lesquelles vous êtes intervenu au cours des trois dernières années :

III.
CURRICULUM VITAE

IV.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOS TITRES ET DIPLOMES

(Liste chronologique des titres et diplômes)

V.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOTRE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

(publications, enseignements, mandats...)

VI.

**RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'ÉVALUER LA CONNAISSANCE ACQUISE DES
PRINCIPES DIRECTEURS DU PROCÈS ET DES RÈGLES DE PROCÉDURE APPLICABLES
AUX MESURES D'INSTRUCTION CONFIÉES A UN TECHNICIEN**

(Documents ou formations juridictionnelles, procédurales, expertales)

VII.
TABLEAUX D'ACTIVITÉ EXPERTALE
ENTRE LE 1^{er} JANVIER 2014 ET LE 31 DÉCEMBRE 2016

*A remplir par le candidat en utilisant impérativement les cadres types ci-dessous.
Remplir un tableau par rubrique d'inscription.*

*Sur ces états, doivent figurer par ordre chronologique, les expertises ordonnées
entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016
ainsi que les expertises ordonnées antérieurement mais ayant donné lieu à un dépôt de rapport
au cours de la même période.*

Nom		
Prénom		
Branche Rubrique Spécialité	Codage	Libellé

1. États récapitulatifs
(CADRE A REMPLIR IMPÉRATIVEMENT)

	2014	2015	2016
Nombre d'expertises ordonnées			
Nombre de rapports déposés			

Nombre d'expertises en cours au 31 décembre 2016	
--	--

2. Etat détaillé des rapports déposés
entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016

Juridiction (type et localisation)	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision (commettant l'expert)	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)	Date de dépôt du rapport définitif	Observations *

* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.

3. Etat détaillé des missions en cours
au 31 décembre 2016

Jurisdiction <i>(type et localisation)</i>	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision <i>(commettant l'expert)</i>	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s) délai(s) imparti(s) et date(s)	Date de dépôt du rapport définitif	Observations *

* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.

**VIII.
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné(e) affirme n'avoir été ni l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Je soussigné(e) affirme ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce.

Je soussigné(e) affirme n'exercer aucune activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice des missions judiciaires d'expertise.

Je soussigné(e) m'engage à répondre à toutes sollicitations des juridictions et à accomplir ma mission d'expert avec diligence.

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus et je m'engage à porter à la connaissance du procureur général toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation.

Fait à, le

Signature du candidat